

*Mémoire d'Entente de Coopération dans le domaine de la
Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
Publique*

Entre

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

Et

Le Gouvernement de la République du Tchad

5

88

Le Gouvernement du Royaume du Maroc ;

Et

Le Gouvernement de la République du Tchad;

Ci- après dénommés « les Parties » ;

Désireux de renforcer les liens d'amitié et de fraternité entre le Royaume du Maroc et la République Tchadienne ;

Considérant l'intérêt particulier que le Royaume du Maroc et la République du Tchad accordent à la Modernisation des Secteurs Publics et à la Valorisation des Ressources Humaines ;

Convaincu du rôle dynamique de l'administration dans le développement économique et social de leur pays ;

Exprimant leur volonté de développer dans un esprit de partenariat et de solidarité, les relations de coopération dans le domaine de la modernisation de l'administration publique ;

Désireux de finaliser cette coopération, d'en fixer la nature et la portée et d'en établir les modes de réalisation ;

Ont convenu de ce qui suit :

Article 1

Objet de l'Entente

Le présent Mémoire d'Entente établit le cadre de collaboration et d'échange entre les Parties, en vue d'assurer la modernisation de l'administration publique, le renforcement de ses capacités de gestion et le développement de ses ressources humaines.

Article 2

Objectif de l'Entente

L'objectif poursuivi dans le cadre de ce Mémoire d'entente est d'établir un cadre de coopération bilatérale centré sur des programmes d'intérêt commun entre les Parties et décliné en plan d'actions annuel.



Article 3

Domaines de coopération

Les deux Parties conviennent de procéder ensemble, dans un délai de deux mois, à l'élaboration d'un programme spécifique en relation avec ce protocole cadre conjoint de coopération dans les domaines de la réforme administrative et de la modernisation de l'administration publique.

Les grands axes de cette coopération qui se veut dynamique porteront sur :

- La valorisation et le développement des capacités des ressources humaines ;
- La promotion d'une culture administrative basée sur les valeurs de la bonne gouvernance ;
- La modernisation de l'administration publique, notamment par la simplification des procédures administratives et par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- La rationalisation des structures et de l'organisation administrative ;
- Le Partenariat entre l'Ecole Nationale d'Administration du Royaume du Maroc et les Centre de Formation, en matière de renforcement des capacités

Ces grands axes de coopération seront déclinés en programmes ou projets spécifiques de coopération.

Un programme annuel de coopération sera défini ainsi que les modalités de sa mise en œuvre, en début de chaque année entre les deux Parties.

Article 4

Mise en œuvre

En vue de l'application de la présente Entente, les Parties désignent les membres d'un comité de pilotage constitué de la façon suivante :

- Trois représentants du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration du Maroc ;
- Trois représentants du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi de la République du Tchad.



Le comité de pilotage se réunit une fois par an, alternativement, au Maroc et au Tchad afin :

- d'étudier et d'approuver les activités à réaliser dans le cadre d'un programme d'action annuelle ;
- d'établir les modalités de réalisation des activités arrêtées dans le cadre d'un programme d'action annuel ;
- d'examiner l'état de réalisation des activités menées dans le cadre d'un programme d'action annuel et d'en évaluer les résultats.

Ledit comité peut inviter, après sa constitution, toute personne qualifiée et dont la compétence est jugée nécessaire pour le bon déroulement de ses travaux et le suivi des programmes.

Article 5

Financement

Les Parties peuvent, si elles le jugent nécessaire, convenir de modalités de soutien financier aux activités de coopération prévues dans le cadre de la présente Entente.

Article 6

Dispositions finales

Les Parties peuvent, d'un commun accord, apporter des amendements qu'elles jugent nécessaires au présent Mémorandum d'Entente par simple échange de lettres par voie diplomatique.

Chaque Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Mémorandum d'Entente, moyennant un préavis écrit, d'au moins trois mois, notifié à l'autre Partie par voie diplomatique.

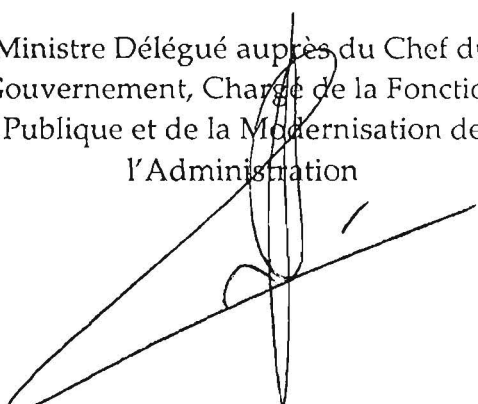


Fait à Rabat le 24 octobre 2014, en double exemplaire originaux en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour
la Partie Marocaine

Mohamed MOUBDI

Ministre Délégué auprès du Chef du
Gouvernement, Chargé de la Fonction
Publique et de la Modernisation de
l'Administration



Pour
la Partie Tchadienne



KASSIRE ISABELLE HOUSNA

Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères,
Chargée des Tchadiens
de l'Etranger